

En avril 1987, le gouvernement a adopté une stratégie qui doit assurer une approche bien centrée, coordonnée et dynamique des relations du Canada avec la République populaire de Chine afin de tirer avantage des possibilités et des défis offerts par les politiques de "porte ouverte" et de modernisation de la Chine.

Cette stratégie comprend l'établissement de consultations politiques annuelles de haut niveau, une attention particulière accordée à la Chine en tant que marché prioritaire dans le cadre de la Stratégie nationale du Commerce, l'ouverture d'un consulat général à Shanghai, et les initiatives annoncées par le Premier ministre lors de sa visite à Beijing en mai 1986: le doublement du programme d'aide bilatérale au développement de l'Agence canadienne de développement international et la création d'un financement à des conditions de faveur par la Société pour l'expansion des exportations.

Beaucoup d'autres pays reconnaissent aussi les avantages d'une expansion du commerce avec la Chine. En conséquence, il existe une vive concurrence à l'égard des grands projets en Chine, et cela s'étend aux conditions de financement offertes. C'était expressément dans le dessein d'offrir des moyens financiers compétitifs aux entreprises qui cherchent à réaliser des projets sur ce marché que le Premier ministre a annoncé la création d'une facilité canadienne de 350 millions \$ au cours de sa visite de mai 1986 en Chine. Lorsqu'il y a lieu, ces crédits avantageux s'accompagnent du financement régulier assuré par la SEE pour former un programme global de financement à des conditions douces qui permet de faire concurrence à d'autres pays.

Cette approche s'est révélée extrêmement réussie. Huit projets comportant un financement de faveur ont déjà été financés par la SEE, et quatre autres contrats récemment passés entre des fournisseurs canadiens et des clients chinois feront appel à des crédits assortis de conditions libérales. Dix autres projets faisant intervenir d'importants exportateurs canadiens, qui pourraient absorber une partie importante de la ligne de crédit, se trouvent à un stade avancé de négociation et les contrats seront probablement signés au cours des six prochains mois. Comme cette ligne de crédit est combinée au financement régulier par la SEE, plus de 1 milliard \$ d'exportations canadiennes vers la Chine se trouveront financées par cet apport de ressources financières à des conditions de faveur.

Un autre pays de la région s'est attiré beaucoup d'attention dernièrement. La réussite économique spectaculaire de Taïwan a suscité l'intérêt de gens